

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2005-2006

22 DÉCEMBRE 2005

Projet de loi portant des dispositions diverses

Procédure d'évocation

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'INTÉRIEUR ET
DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
PAR
MME TALHAOUI

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2005-2006

22 DECEMBER 2005

Wetsontwerp houdende diverse bepalingen

Evocatieprocedure

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BINNENLANDSE ZAKEN EN VOOR DE
ADMINISTRATIEVE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW TALHAOUI

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Ludwig Vandenhove.

Membres/Leden :

| | |
|---------------|--|
| SP.A-SPIRIT | Mimount Bousakla, Fauzaya Talhaoui, Ludwig Vandenhove. |
| VLD | Jacques Germeaux, Jeannine Leduc, Stefaan Noreilde. |
| PS | Sfia Bouarfa, Jean-Marie Happart, Philippe Moureaux. |
| MR | Berni Collas, Alain Destexhe, Nathalie de T' Serclaes. |
| CD&V | Erika Thijs, Marc Van Peel. |
| Vlaams Belang | Yves Buysse, Nele Jansegers. |
| CDH | Francis Delpérée. |

Suppléants/Plaatsvervangers :

| |
|--|
| Christel Geerts, Flor Koninckx, Fatma Pehlivan, Myriam Vanlerberghe. |
| Margriet Hermans, Annemie Van de Castele, Patrik Vankrunkelsven, Paul Wille. |
| Jean Cornil, Jean-François Istasse, Joëlle Kapompolé, Olga Ziher. |
| Jean-Marie Cheffert, Marie-Hélène Crombé-Berton, Christine Defraigne, François Roelants du Vivier. |
| Sabine de Bethune, Mia De Schampelaere, Hugo Vandenberghe. |
| Anke Van dermeersch, Joris Van Hauthem, Wim Verreycken. |
| Christian Brotcorne, Clotilde Nyssens. |

Voir:

Documents du Sénat :

3-1493 - 2005/2006 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.
N° 2 : Amendements.
N°s 3 à 5 : Rapports.

Zie:

Stukken van de Senaat :

3-1493 - 2005/2006 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoeerd door de Senaat.
Nr. 2 : Amendementen.
Nrs. 3 tot 5 : Verslagen.

I. INTRODUCTION

Le projet de loi à l'examen, qui relève de la procédure bicamérale facultative, a été déposé initialement à la Chambre des représentants par le gouvernement (doc. Chambre, n° 51-2098/1).

Il a été adopté à la Chambre des représentants le 21 décembre 2005 par 87 voix contre 44 et 1 abstention. Il a été transmis à la même date au Sénat qui l'a évoqué le même jour.

La commission a examiné le projet de loi au cours de ses réunions des 13 et 22 décembre 2005.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE M. VANVELTHOVEN, MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE L'INFORMATISATION

Les articles 191 et 192 du projet de loi portant des dispositions diverses s'inscrivent dans la politique menée par le gouvernement fédéral en vue de réduire la fracture numérique. À cet effet, ce dernier a élaboré un Plan d'action national d'inclusion numérique au terme d'une large concertation avec les autorités fédérées. Les articles à l'examen contiennent une des actions reprises dans le plan.

Il est un fait que l'informatisation croissante de l'administration et de l'ensemble de la société risque d'entraîner l'exclusion d'une série de personnes. On constate que seulement 51 % des foyers belges sont équipés d'un ordinateur et 40 % d'entre eux ont accès à internet. Pour 60 % des non-utilisateurs, le coût d'un PC et d'une connexion internet (à large bande) est encore trop élevé et pour plus de 50 % des non-utilisateurs, le PC et internet sont trop difficiles. La peur de l'inconnu est encore très présente.

Tout le monde n'a pas eu l'écolage nécessaire pour apprendre le maniement de l'ordinateur et tout le monde n'a pas les moyens de s'acheter un PC avec connexion à internet. Une fois que les gens franchissent le pas d'acheter un PC et une connexion à internet, ils risquent de céder au découragement : une connaissance insuffisante du PC ou l'abondance des problèmes de sécurité tels que les courriels indésirables, les logiciels espions et les virus peuvent en amener certains à décrocher. Une tâche primordiale des autorités est de veiller à éviter que ces personnes ne soient exclues et à combler la fracture numérique.

L'évolution de notre société industrielle traditionnelle vers une vraie société de la connaissance nécessite en effet de généraliser et de promouvoir le plus possible l'utilisation du PC et d'internet. Notre ambition est de faire du PC et d'internet un instrument

I. INLEIDING

Dit optioneel bicameraal wetsontwerp werd in de Kamer van volksvertegenwoordigers oorspronkelijk ingediend als een wetsontwerp van de regering (stuk Kamer, nr. 51-2098/1).

Het werd op 21 december 2005 aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers, met 87 stemmen tegen 44 bij 1 onthouding. Het werd op dezelfde dag overgezonden aan en geëvoeerd door de Senaat.

De commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 13 en 22 december 2005.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE HEER VANVELTHOVEN, MINISTER VAN WERK EN VAN INFORMATISERING

De artikelen 191 en 192 van het wetsontwerp houdende diverse bepalingen kaderen in het door de federale regering gevoerde beleid tot het verkleinen van de digitale kloof. Te dien einde heeft de federale regering een Nationaal Actieplan Digitale Insluiting opgesteld, in ruim overleg met de gefedereerde entiteiten. Het voorliggende regeringsamendement houdt één van de acties in die in het Plan zijn opgenomen.

Het is een feit : de verdergaande informatisering bij de overheid en in gans de samenleving dreigt een aantal mensen te gaan uitsluiten. In België stellen we vast dat slechts 51 % van de Belgische huisgezinnen uitgerust is met een computer en 40 % toegang heeft tot het internet. Voor 60 % van de niet-gebruikers is de kostprijs van een PC en een internet(breedband) aansluiting nog te hoog en voor meer dan 50 % van de niet-gebruikers zijn pc en internet te moeilijk. Ook de angst voor het onbekende is nog steeds sterk ingebed.

Niet iedereen heeft de nodige scholing gehad om met een computer om te gaan en niet iedereen heeft de financiële ruimte om een pc met internetaansluiting te kopen. Eens mensen de stap naar de PC met internet zetten, is er het gevaar van ontmoediging : onvoldoende kennis van de PC of teveel veiligheidsproblemen, zoals spam, spyware en virussen, kan ertoe leiden dat mensen afhaken. Het is een belangrijke taak van de overheid ervoor te zorgen dat deze mensen niet uitgesloten worden en dat de digitale kloof gedicht wordt.

De evolutie van onze traditionele industriële samenleving naar een echte kennismaatschappij geeft inderdaad de noodzaak aan om het gebruik van PC en internet zo algemeen mogelijk en vanzelfsprekend te maken. Het is onze ambitie om van pc en internet een

aussi usuel que l'eau qui sort du robinet ou l'électricité qui alimente notre éclairage. Internet et l'ordinateur ne peuvent certainement pas devenir l'apanage d'un groupe limité de personnes. Afin d'y arriver, des actions s'imposent afin de traiter les causes qui font qu'un grand groupe de la population est exclu de ce nouveau monde.

Grâce à ces articles, une mesure est prise visant à permettre à un groupe d'utilisateurs aussi large que possible de se procurer un paquet complet, se composant d'un ordinateur de bonne qualité et abordable, avec une connexion à large bande bon marché pendant un an, des logiciels faciles d'utilisation, y compris les logiciels de sécurité nécessaires adaptés à la situation actuelle de la technologie. En outre, un lecteur de cartes intégré pour la carte d'identité électronique. Et finalement une formation de base sur la manière d'utiliser l'ordinateur, d'envoyer des courriels et de surfer sur Internet.

En toutes circonstances, nous souhaitons éviter que des gens qui souhaitent faire partie de la société de l'information ne puissent le faire pour des raisons financières. Un calcul indicatif montre que le « paquet Internet pour tous » offre la possibilité aux citoyens de bénéficier d'une réduction de prix total à concurrence d'au moins 40 %, se composant d'un effort commun du secteur et des pouvoirs publics, sur la valeur du marché actuel. Mais l'équipement en soi ne suffit pas pour atteindre notre objectif. L'utilisateur doit également apprendre à pouvoir utiliser l'appareillage et les fonctionnalités. La composante formation de la mesure est dès lors d'importance capitale.

Ainsi, la mesure prévoit la reconnaissance de paquet qui satisfait aux conditions stipulées par la loi et associe une subvention fiscale à la reconnaissance.

Chaque entreprise ou fournisseur souhaitant commercialiser un paquet sous l'appellation « internet pour tous » peut obtenir un agrément pourvu que le paquet réponde aux conditions fixées à l'article 191, paquet qui pourra alors entrer en ligne de compte pour l'octroi de l'avantage fiscal. Le paquet doit plus précisément se composer d'un ordinateur, d'un logiciel, d'une connexion internet à la large bande pour un an et d'une formation de base relative à l'utilisation de l'ordinateur et d'internet. En outre, chacun de ces éléments doit répondre aux normes techniques et aux exigences qualitatives, afin de garantir que le paquet pourra être installé et utilisé simplement par le citoyen.

Le Roi est chargé de fixer la procédure d'agrément et de déterminer les normes techniques et critères qualitatifs. À cet égard, il faut tenir compte non seulement des normes et critères qui s'appliquent pour les configurations et services Internet offerts actuellement sur le marché, mais aussi de la capacité que les

gebruksinstrument te maken dat zo gewoon is als het water dat uit de kraan vloeit of elektriciteit die ervoor zorgt dat we licht hebben. Internet en pc mogen zeker niet het voorrecht worden van een beperkte groep. Om hiertoe te komen zijn acties nodig die de oorzaken van de uitsluiting van deze nieuwe wereld van een grote groep van mensen aanpakken.

Deze artikelen stellen een zo ruim mogelijke groep van gebruikers in staat een volledig basispakket aan te kopen, dat bestaat uit een personal computer van goede kwaliteit die toegankelijk is, een goedkoop internetbreedbandabonnement gedurende één jaar, gebruiksvriendelijke software met inbegrip van de nodige beveiliging tegen de huidige risico's, een geïntegreerde lezer voor de elektronische identiteitskaart, en een basisopleiding in het gebruik van de computer, het versturen van e-mail en de internetbeveiliging.

Wij willen te allen prijze vermijden dat mensen louter om financiële redenen geen deel zouden kunnen uitmaken van de informatiemaatschappij. Een indicatieve berekening toont aan dat het « internet voor iedereen »-pakket de burger de mogelijkheid biedt om een totale korting van ten minste 40 % van de huidige marktwaarde te genieten. De uitrusting op zich is echter onvoldoende om ons doel te bereiken. De gebruiker moet de apparatuur immers leren gebruiken. Het onderdeel « opleiding » is derhalve uiterst belangrijk.

De ontworpen maatregel voorziet zodoende in de erkenning van pakketten die aan de gestelde voorwaarden voldoen en verbindt een fiscale tegemoetkoming aan deze erkenning.

Elke onderneming of leverancier die een pakket in de handel wenst te brengen onder de benaming « internet voor iedereen » kan een erkenning krijgen voor zover het pakket voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 191 en dus voor de fiscale begünstiging in aanmerking komt. Meer bepaald moet het pakket worden samengesteld uit een computer, software, internet(breedband)aansluiting voor één jaar, kaartlezer én een basisopleiding tot het gebruik van de computer en internet. Bovendien moet elk van deze componenten voldoen aan de technische normen en kwalitatieve vereisten, waardoor wordt gegarandeerd dat het pakket door de burger op een eenvoudige wijze kan worden geïnstalleerd en gebruikt.

Het vaststellen van de procedure van erkenning wordt opgedragen aan de Koning, evenals het bepalen van de technische normen en kwalitatieve criteria. Niet alleen dient hierbij rekening te worden gehouden met de normen en de criteria die gelden voor de vandaag op de markt aangeboden configuraties en

applications moyennes exigent et de leur évolution attendue à court et moyen terme, eu égard à la durée de vie moyenne d'un ordinateur qui est de 5 ans.

La mesure est limitée dans le temps. C'est pourquoi il est prévu que tout agrément d'un paquet qui est fourni sur la base de loi et de ses arrêtés d'exécution expire à partir du 1^{er} janvier 2007.

L'article 191 en projet prévoit la possibilité de commercialiser un paquet, composé des éléments prévus par la loi. C'est précisément la combinaison des différents éléments qui fera que le paquet peut être installé et utilisé simplement par le citoyen. Le contenu du paquet devra être tel que le citoyen soit suffisamment équipé et informé pour pouvoir utiliser toutes les fonctionnalités de base et applications courantes du PC et de l'Internet. L'offre d'un paquet unique comprenant tous les éléments nécessaires accroîtra l'accessibilité et répondra en grande mesure à la demande actuelle du groupe de personnes qu'il faut convaincre de franchir le pas.

L'avantage fiscal lié aux paquets agréés est prévu à l'article 192.

Toutes les remarques et propositions du Conseil d'État ont été incorporées dans le projet de texte. On n'a pas suivi la proposition du Conseil d'État uniquement pour ce qui est de l'article 3 de l'avant-projet de loi parce que l'exception a un caractère *provisoire*, qui vaut uniquement pour un cas très *spécifique*, et en aucun cas pour l'offre générale de produits et services ICT. Seuls les paquets reconnus par l'État, qui ont donc été préalablement contrôlés et subventionnés fiscalement peuvent être mis sur le marché. La référence à l'article 54 de la loi sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur pourrait indûment donner l'impression de comporter une exception générale et inconditionnelle à l'interdiction.

Vu l'urgence et la nécessité de faire entrer la mesure en vigueur au début de 2006, ces articles ont été ajoutés à la loi portant des dispositions diverses. Après l'adoption du projet de loi par le Parlement, le projet d'arrêté royal d'exécution de la loi pourra être transmis pour avis au Conseil d'État. Le but est de pouvoir procéder, début 2006 à la publication des critères techniques et qualitatifs prévus dans l'arrêté d'exécution, de manière à ce que le paquet « Internet pour tous » puisse être commercialisé en février 2006 et que le citoyen ait tout le loisir de l'acheter.

internetdiensten maar ook met de capaciteit die de modale toepassingen vereisen en met de verwachte evolutie daarvan op korte en middellange termijn gelet op de gemiddelde levensduur van een pc die vijf jaar bedraagt.

De maatregel is beperkt in tijd. Vandaar dat wordt voorzien dat elke erkenning van een pakket die op grond van de wet en haar uitvoeringsbesluiten werd verleend, vervalt met ingang van 1 januari 2007.

Artikel 191 voorziet de mogelijkheid om een pakket, samengesteld uit de door de wet bepaalde componenten in de handel te brengen. Het is juist door de combinatie van de verschillende componenten dat ervoor wordt gezorgd dat het pakket door de burger op een eenvoudige wijze kan worden geïnstalleerd en gebruikt. Het pakket zorgt ervoor dat de burger voldoende is uitgerust en geïnformeerd om alle basisfuncties en gangbare toepassingen van pc en internet te kunnen gebruiken. Het aanbieden van één pakket met daarin alle noodzakelijke componenten, verhoogt de toegankelijkheid en komt in grote mate tegemoet aan de bestaande vraag van de groep van mensen die we wensen over de drempel te halen.

De fiscale begunstiging van de door de overheid erkende pakketten is voorzien in artikel 192.

Met uitzondering van deze betreffende het artikel 3 van het ontwerp van wet om het gebruik van de computer en het internet aan te moedigen, werd op al de opmerkingen en voorstellen van de Raad van State ingegaan. De reden voor het niet-ingaan op precies deze suggestie is de voorlopige aard van de uitzondering die slechts geldt voor een specifiek geval en geenszins voor het geheel van het algemeen aanbod van producten en ICT-diensten. Immers, uitsluitend de pakketten die door de Staat erkend en dus vooraf nagezien en fiscaal ondersteund worden, kunnen op de markt gebracht worden. De verwijzing naar artikel 54 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument zou onterecht de indruk kunnen wekken dat dit een algemene en onvoorwaardelijke uitzondering op het verbod zou zijn.

Gelet op de hoogdringendheid en de noodzaak om de maatregel inwerking te laten treden begin 2006 werden deze artikelen toegevoegd aan de wet houdende diverse bepalingen. Na goedkeuring door het parlement, kan het ontwerp van koninklijk besluit in uitvoering van de wet aan het advies van de Raad van State worden voorgelegd. De bedoeling bestaat erin om begin 2006 te kunnen overgaan tot de publicatie van de technische en kwalitatieve vereisten zoals voorzien in het uitvoeringsbesluit opdat in februari 2006 het « internet voor iedereen-pakket » kan worden aangeboden op de markt en de burger maximaal de gelegenheid krijgt om het aan te kopen.

III. VOTE SUR L'ENSEMBLE DES ARTICLES ENVOYÉS À LA COMMISSION

La commission approuve par 10 voix et 1 abstention l'ensemble des articles dont elle a été saisie.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

La rapporteuse,

Fauzaya TALHAOUI.

Le président,

Ludwig VANDENHOVE.

*
* *

**Le texte adopté par la commission
est identique au texte du projet
transmis par la Chambre
des représentants
(doc. Chambre, n° 51-2098/030)**

III. STEMMING OVER HET GEHEEL VAN DE NAAR DE COMMISSIE VERWEZEN ARTIKELEN

De commissie stemt met 10 stemmen bij 1 onthouding in met het geheel van de naar de commissie verwezen artikelen.

Vertrouwen werd geschenken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteur,

Fauzaya TALHAOUI.

De voorzitter,

Ludwig VANDENHOVE.

*
* *

**De door de commissie aangenomen tekst
is dezelfde als de tekst van het door
de Kamer van volksvertegenwoordigers
overgezonden wetsontwerp
(stuk Kamer, nr. 51-2098/030)**